

« PLEIN EMPLOI » : ENCORE UN ÉCHEC SIGNÉ MACRON !



Éradiquer le Chômage, toujours une promesse de Président

L'ambition affichée de Macron était d'éradiquer le chômage et de revenir au « plein-emploi », pour ce faire il fallait « inciter », « motiver », en réalité contraindre surtout les demandeurs d'emplois à « s'activer » et « tout simplement traverser la rue », car comme chacun le sait les emplois pérennes et de qualité pullulent, il suffit de se baisser.

67% des embauches sont des CDD de moins d'1 mois

Il faut aller chercher les chiffres à l'Urssaf pour découvrir la réalité.

Globalement seulement 17% des embauches sont des CDI.

Plus de 82% des embauches sont des CDD et parmi ces CDD, 81% sont des CDD de moins d'un mois !

67% des embauches totales sont donc des CDD de moins d'un mois.

Pression sur les privés d'emploi et cadeaux aux entreprises

Derrière cette posture et ces provocations opère en réalité une logique qui a provoqué une sorte de bascule dans le traitement du chômage en France. On a fait des privés d'emplois les responsables non seulement de leur situation mais également des déficits de l'Unedic. Ces discours grossiers sont tout simplement faux. Le chômage est dû en grande partie à l'échec de la politique de l'offre de Macron, une politique orientée tout entière vers les intérêts de l'entreprise et du patronat qui ne sont incités qu'à empiler les profits en enregistrant des records en termes de versement de dividendes. Dans le même temps, et c'est le corollaire à cette politique, les exonérations de cotisations n'ont été compensées par aucun autre mécanisme. Résultat, on a diminué les indemnisations et on a creusé les déficits en tarissant les sources de financement.

Pour rappel la dernière « réforme » de l'assurance chômage de 2024 : Un incroyable durcissement

Cette réforme visait à réduire les dépenses de l'État et à inciter à la reprise d'emploi par plusieurs leviers :

- **Réduction de la durée d'indemnisation** : Passer de 18 à 15 mois maximum.
- **Conditions d'accès plus strictes** : Travailler 8 mois sur les 20 derniers (au lieu de 6 mois sur les 24 derniers).
- **Objectif budgétaire** : Économiser environ 4 milliards d'euros par an.

La logique mortifère consiste donc à réduire les droits en espérant « inciter » les demandeurs d'emplois à trouver un travail alors même que cette politique ne crée aucune richesse, aucune activité, et in fine aucun emploi. C'est totalement inepte sur le plan économique, et cynique au plus haut degré sur les plan social et moral.

Résultat comme nous pouvions nous y attendre, un chômage qui augmente

Les derniers chiffres publiés par l'INSEE le 10 février 2026 confirment une tendance à la hausse entamée fin 2024. Voici l'essentiel de la situation pour le quatrième trimestre 2025 :

1. Le taux de chômage global

Le taux de chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT) s'établit à 7,9 % de la population active en France (hors Mayotte).

- **Évolution** : C'est une hausse de 0,2 point par rapport au trimestre précédent et de 0,6 point sur un an.
- **Contexte** : Ce niveau est le plus haut observé depuis le troisième trimestre 2021. L'objectif gouvernemental d'atteindre le « plein emploi » (5 %) d'ici 2027 est oublié

Une autre politique de l'emploi !

En résumé, malgré les centaines de milliards déversés sans contrepartie sur les entreprises, l'acharnement sur la politique de l'offre, la culpabilisation des chômeurs et la réduction de leurs droits ces politiques ne fonctionnent pas. Nous le savions évidemment et nous l'avions déjà dénoncé à de multiples reprises.

Le chômage des plus de 50 ans continue son inlassable progression. Qu'en est-il du maintien dans l'emploi des seniors, le recul de l'âge de départ à la retraite ne faisant qu'accentuer ce phénomène ?

La CGT réitère avec force le besoin d'une politique qui permette réellement de créer de l'emploi. Il faut supprimer les exonérations de cotisations sociales et de conditionner les 210 milliards d'aides publiques aux entreprises à l'obligation de créer de l'emploi durable.

Assez d'exonérations ou d'aides aux patrons sans contrepartie !

Enfin, il faut revaloriser les salaires pour permettre à la population de vivre dignement et de consolider notre Sécurité sociale.